

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)*

Monday, October 6, 1980

• 0905

[Texte]

The Chairman: Ladies and gentlemen, the meeting will come to order. We will resume our study of a national trading corporation according to its terms of reference of June 12, 1980 from the House of Commons.

The members of the committee, starting on my left, are Mr. John Thomson, Mr. Ian Deans, and myself Jesse Flis, chairman. We are waiting for a few of the other members to arrive. There are a few problems with the House being called back and the airlines working to rule, et cetera. But hopefully, as the morning goes on, most of the committee members will be here.

For the information of members of the public and the media, the public hearings are conducted in the two official languages. If you need a device to hear the translation of either of the official languages, you can pick one up at the back.

Ladies and gentlemen, the trade deficit in the manufacturing centre for 1980 was \$16 billion and the projections indicate that it will even grow larger. These deficits add to unemployment, inflation, and to weakening of the Canadian dollar. The challenge of this committee is clear: More Canadian firms must export and to do so they must be given the means to meet highly sophisticated foreign trade competition; to involve more Canadian firms in exporting they must be given both the opportunity and the means to export.

The committee is continuing its second week of regional hearings from small- and medium-sized businesses. We know that the witnesses from Ontario who will testify before this committee in Toronto will give us some answers to how Canadian firms can be given the opportunity and the means to export more.

I want to make it clear from the outset that this committee does not want to recommend to Parliament an export trading company that would compete with private export operations that are already successful.

The committee has found itself investigating Canada's export policy, what program or vehicle would assist small- and medium-sized firms to find new markets for export. Could a Canadian export company, private or public, act as an umbrella for a consortium of smaller Canadian companies with goods and services to sell to overseas markets? And, again, these are firms that are not currently exporting or have potential to export more.

Is there any merit in a national trading corporation or corporations, and if so, what kind? Publicly owned, privately owned, or a combination—what should be its corporate struc-

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)*

Le lundi 6 octobre 1980

[Traduction]

Le président: Mesdames et messieurs, la séance est ouverte. Nous reprendrons notre étude d'une société nationale du commerce en nous fondant sur le mandat qui nous a été confié le 12 juin 1980 par la Chambre des communes.

Les membres du comité sont, à ma gauche, MM. John Thomson, Ian Deans et moi-même, Jesse Flis, qui en suis le président. Nous attendons que certains autres membres arrivent. Certains problèmes se posent, du fait que la Chambre est rappelée à Ottawa à un moment où les sociétés aériennes sont en grève du zèle, etc. Toutefois, nous espérons que d'ici la fin de la matinée, la plupart des membres du comité seront parmi nous.

J'aimerais rappeler au public et aux médias que les audiences publiques se déroulent dans les deux langues officielles. Si vous avez besoin d'un appareil pour entendre la traduction dans l'une ou l'autre langue officielle, vous pouvez en obtenir un à l'arrière.

Mesdames et messieurs, le déficit commercial du secteur de la fabrication s'élevait en 1980, à 16 milliards de dollars, et les projections révèlent qu'il ira croissant. Ce déficit aggrave le chômage et l'inflation, et contribuent à affaiblir le dollar canadien. Le défi que doit relever le comité est clair: un plus grand nombre de sociétés canadiennes doivent exporter et, pour ce faire, on doit leur fournir les moyens de faire face à une concurrence parfaitement organisée dans le secteur du commerce extérieur; pour inciter un plus grand nombre d'entreprises canadiennes à exporter, il faut leur offrir l'occasion et les moyens de le faire.

Le comité en est à sa deuxième semaine d'audiences régionales auprès de petites et moyennes entreprises. Nous savons que les témoins ontariens qui se présenteront devant le comité à Toronto nous fourniront certaines réponses concernant la manière d'offrir aux entreprises canadiennes l'occasion et les moyens d'exporter dans une plus large mesure.

Je désire préciser dès le départ que notre comité ne désire pas recommander au Parlement de créer une société d'exportation qui concurrencerait les sociétés privées qui connaissent déjà du succès dans ce domaine.

Le comité a dû étudier la politique canadienne en matière d'exportation, pour déterminer quel programme ou moyen aiderait les petites et moyennes entreprises à trouver de nouveaux débouchés pour leurs exportations. Une société d'exportation canadienne, dans le secteur privé ou public, pourrait-elle servir d'organisation cadre permettant à un consortium de petites sociétés canadiennes ayant des biens et des services à offrir de les vendre sur des marchés extérieurs. Et, une fois de plus, précisons qu'il s'agit de sociétés qui n'exportent pas à l'heure actuelle ou qui seraient en mesure d'exporter sur une plus large échelle.

Une ou des sociétés nationales du commerce présenteraient-elles des avantages, et, dans l'affirmative, de quel genre? Quelle devrait être sa structure: publique, privée, ou une